

RCS : ANGERS Code greffe : 4901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2012 B 00757 Numéro SIREN : 751 539 735 Nom ou dénomination : BC CHAMBRAY

Ce dépôt a été enregistré le 31/01/2020 sous le numéro de dépôt 2332

Greffe du tribunal de commerce d'Angers



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 31/01/2020

Numéro de dépôt : 2020/2332

Déposant :

Nom/dénomination : BC CHAMBRAY

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 751 539 735

N° gestion : 2012 B 00757



Greffe du tribunal de commerce d'Angers
BP 80003 - 19 rue René Rouchy 49055 ANGERS CEDEX 02
09:00 - 11:45, 13:30 - 16:30
Téléphone : 02.41.87.89.30
www.greffe-tc-angers.fr - www.infogreffe.fr

AM/2012 B 00757
AVOCATS CONSEILS REUNIS
2 BOULEVARD BESSONNEAU
BP 60215
49102 ANGERS

Nos références : AM/2012 B 00757

RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT
(Articles R.123-102 et R.123-111 du code de commerce)

Concernant la société :

Société par actions simplifiée BC CHAMBRAY

LES HEVAIS
49150 SAINT-MARTIN-D'ARCE

SIREN : 751 539 735

N° de gestion : 2012 B 00757

Le greffier soussigné constate le 31/01/2020 le dépôt, enregistré sous le numéro 2020/2332, des actes et pièces suivants :

- Les documents comptables sociaux de l'exercice clos le 30/06/2019

Récépissé délivré le 12/03/2020

Le greffier
ME PAILLE



M. Paille



M. Paille

BC CHAMBRAY

Société par actions simplifiée au capital de 20.000 euros

Siège Social : Les Hévais - SAINT MARTIN D'ARCE - 49150 BAUGE-EN-ANJOU

R.C.S. ANGERS 751 539 735

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2019

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

TROISIEME DECISION

L'associée unique,

décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice clos
le 30 juin 2019, dont elle constate l'existence et qui s'élève à 30.635,54 €

majoré d'une somme de 19.364,46 €
prélevée sur le compte « autres réserves »

soit la somme totale de 50.000,00 €

à la distribution de dividendes à l'associée unique.

Ces dividendes seront mis en paiement à compter de ce jour.

L'associée unique, bien qu'elle soit une personne morale soumise à l'impôt sur les sociétés, prend acte que les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, peuvent sur option, expresse et irrévocable, être soumises au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Dans cette hypothèse, les dividendes perçus sont pris en compte dans le revenu net global. Les revenus mobiliers inclus dans l'assiette du revenu global sont retenus pour leur montant net. Dans ce cadre, les dividendes perçus sont éligibles à l'abattement de 40% visé à l'article 158,3.2° du Code général des impôts. Les revenus mobiliers sont ainsi réduits, pour le calcul de l'impôt sur le revenu, de cet abattement égal à 40 % du montant brut perçu. Sont également déductibles du montant des revenus mobiliers les dépenses engagées pour l'acquisition ou la conservation des revenus. Une fraction de la CSG est par ailleurs déductible. Les distributions sont par ailleurs soumises aux prélèvements sociaux au taux global de 17,2 %.

A défaut d'option pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu, les personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumises de plein droit au prélèvement forfaitaire unique de 30 % (le « **PFU** ») consistant en une imposition à l'impôt sur le revenu à un taux forfaitaire unique de 12,8 %, auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2 %. Le PFU est assis sur le montant brut des revenus. L'abattement de 40 % sur les dividendes d'actions et revenus assimilés n'est pas applicable. De même, les dépenses engagées pour l'acquisition ou la conservation des revenus ne sont pas déductibles. La CSG n'est pas non plus déductible.

JIB



MMaL

Ceci exposé, les personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont, en tout état de cause, soumises au prélèvement forfaitaire obligatoire égal à 12,8 % du montant du dividende brut voté, qui doit être précompté par la société distributrice, qui n'est pas libératoire de l'impôt sur le revenu dû selon les modalités indiquées ci-dessus, mais qui s'imputera sur l'impôt sur le revenu dû comme un crédit d'impôt et dont l'excédent non imputé sur l'impôt dû sera restitué.

Toutefois, la société distributrice est autorisée à ne pas précompter ce prélèvement pour les associés dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50.000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) et à 75.000 euros (contribuables soumis à une imposition commune) et qui en font la demande à la société avant le 30 novembre de l'année précédant l'année de paiement du dividende en lui adressant une attestation sur l'honneur que son revenu fiscal de référence est inférieur aux seuils précités.

Les prélèvements sociaux dus au taux de 17,2 % sur les distributions versées aux associés personnes physiques sont également en toute hypothèse retenus puis payés par la société distributrice.

Pour le respect des dispositions légales et bien que l'associée unique soit une personne morale soumise à l'impôt sur les sociétés non concernée par les développements qui précèdent, il est précisé qu'en l'absence de distribution de revenus d'autre nature, le montant des revenus éligibles à l'abattement de 40 % mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts, sous réserve de l'assujettissement du bénéficiaire à l'impôt sur le revenu et de l'exercice par lui de l'option pour l'application du barème progressif, s'élève à 50.000 €, tandis que le montant des revenus distribués non éligibles audit abattement est nul.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'associée unique prend acte :

- qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des exercices 2016 et 2017,
- qu'au titre de l'exercice clos le 30 juin 2018 les dividendes se sont élevés à 59.381,84 € et qu'en l'absence de distribution de revenus d'autre nature, le montant des revenus éligibles à l'abattement de 40 % mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du code général des impôts, sous réserve du régime fiscal du bénéficiaire et/ou de l'exercice par lui de l'option pour le prélèvement libératoire, s'est élevé à 59.381,84 €, tandis que le montant des revenus distribués non éligibles audit abattement était nul.

ADOPTION

Cette affectation a été adoptée dans son intégralité par décision de l'associée unique du 31 décembre 2019.

Certifié conforme



SIB

BC CHAMBRAY

Société par actions simplifiée au capital de 20.000 euros

Siège Social : Les Hévais - SAINT MARTIN D'ARCE - 49150 BAUGE-EN-ANJOU

R.C.S. ANGERS 751 539 735

BILAN

COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE

DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2019

Certifié conforme





SAS BC CHAMBRAY
Les Hévais
49150 BAUGE EN ANJOU

COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/07/2018 au 30/06/2019



Manet

Sommaire

Exercice du 01/07/2018 au 30/06/2019

BILAN	1
<i>Bilan Actif</i>	2
<i>Bilan Passif</i>	3
RESULTAT	4
<i>Compte de Résultat 1/2</i>	5
<i>Compte de Résultat 2/2</i>	6
ANNEXE	7
<i>Règles et méthodes comptables 1</i>	8
<i>Immobilisations</i>	12
<i>Amortissements</i>	13
<i>Provisions au bilan</i>	14
<i>Créances et dettes</i>	15
<i>Fonds commercial</i>	16
<i>Produits à recevoir</i>	17
<i>Charges à payer</i>	18
<i>Produits constatés d'avance</i>	19
<i>Charges constatées d'avance</i>	20
<i>Capital Social et Effectifs</i>	21
<i>Annexe libre</i>	22
<i>Crédit-Bail</i>	23

Etats financiers au 30/06/2019**Bilan**

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		30/06/2019			30/06/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (1)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	119	119		
	Fonds commercial (1)	289 175		289 175	
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	1 122 992	433 165	689 827	377 703
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	49 845	23 591	26 254	1 541
	Autres immobilisations corporelles	346 529	129 356	217 173	70 949
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	202 465		202 465	106 250
TOTAL (II)		2 011 125	586 230	1 424 894	556 443
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	200		200	
	Autres créances	58 493		58 493	14 039
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	224 852		224 852	197 604
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	36 980		36 980	1 704
	TOTAL (III)	320 525		320 525	213 346
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		2 331 650	586 230	1 745 420	769 789

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an



Mane

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

30/06/2019

30/06/2018

Capitaux Propres	Capital social ou individuel	20 000	20 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	2 000	2 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	99 706	99 706
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	30 636	59 382
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	152 342	181 088
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	916 959	305 728
	Emprunts et dettes financières divers	152 233	133 947
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	203 585	79 779
	Dettes fiscales et sociales	151 279	69 248
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	169 022	
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	1 593 078	588 701
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 745 420	769 789
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	30 635,54	59 381,84
	(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	897 102	395 309
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	924	684



Etats financiers au 30/06/2019**Compte
de
résultat**

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

30/06/2019

30/06/2018

	France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises			
	Production vendue (Biens)			
	Production vendue (Services et Travaux)	1 279 399	1 279 399	861 446
	Montant net du chiffre d'affaires	1 279 399	1 279 399	861 446
	Production stockée			
	Production immobilisée			
	Subventions d'exploitation			
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges		17 606	12 736
	Autres produits		2 238	885
	Total des produits d'exploitation (1)		1 299 243	875 067
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			
	Variation de stock			
	Achats de matières et autres approvisionnements			
	Variation de stock			
	Autres achats et charges externes		509 173	324 594
	Impôts, taxes et versements assimilés		45 397	13 780
	Salaires et traitements		433 391	275 974
	Charges sociales du personnel		104 415	70 118
	Cotisations personnelles de l'exploitant			
	Dotations aux amortissements :			
	- sur immobilisations		118 041	99 463
	- charges d'exploitation à répartir			
	Dotations aux dépréciations :			
	- sur immobilisations			
	- sur actif circulant			
	Dotations aux provisions			
	Autres charges		2 398	3 671
	Total des charges d'exploitation (2)		1 212 815	787 602
RESULTAT D'EXPLOITATION			86 428	87 465

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

30/06/2019

30/06/2018

RES ULTAT D'EXPLOITATION		86 428	87 465
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	824	324
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	824	324
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	16 072	17 452
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	16 072	17 452
RES ULTAT FINANCIER		(15 249)	(17 128)
RES ULTAT COURANT AVANT IMPOTS		71 179	70 337
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	32 590	
	Sur opérations en capital	3 260	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	35 850	
RES ULTAT EXCEPTIONNEL		(35 850)	
PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES		4 693	10 955
TOTAL DES PRODUITS		1 300 066	875 390
TOTAL DES CHARGES		1 269 431	816 009
RES ULTAT DE L'EXERCICE		30 636	59 382

- (1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
 (2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
 (3) dont produits concernant les entreprises liées
 (4) dont intérêts concernant les entreprises liées



MMet

Etats financiers au 30/06/2019

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes **annuels** de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 745 420 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 300 066 euros** et un total **charges** de **1 269 431 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **30 636 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/07/2018** et finit le **30/06/2019**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

La société n'est pas propriétaire de ses stocks, aussi aucun stock n'a été constaté dans les comptes annuels.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Crédit d'impôt compétitivité emploi - CICE

Notre société est bénéficiaire du dispositif CICE qui a été institué par la Loi de Finances rectificative du 29 décembre 2012 à compter du 1er janvier 2013. Le CICE porte sur l'ensemble des rémunérations versées aux salariés au cours de l'année civile qui n'excèdent pas 2.5 fois le SMIC calculé sur la base de la durée légale de travail, augmentée le cas échéant des heures complémentaires ou supplémentaires de travail.

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi est comptabilisé au rythme de l'engagement. Il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels comme pour les comptes intermédiaires. Ledit crédit ne constitue pas un produit imposable à l'Impôt sur les Sociétés et à la CVAE.

Le taux du crédit d'impôt est fixé à 6% à compter du 1er janvier 2018. Le crédit d'impôt au titre de l'année civile 2018 s'élève à 15 284 euros. Ce crédit est affecté au financement du besoin en fonds de roulement et au renouvellement des investissements à engager sur le prochain exercice social.

La prise en compte du CICE impacte les états financiers par la matérialisation de l'élément suivant :
Crédit d'impôt comptabilisé pour un montant de 8 786 euros.

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du comptes "charges sociales du personnel - CICE".

Le CICE a pris fin le 31 décembre 2018.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Fonds de commerce et droit au bail

Les règles et méthodes comptables prévoient que les comptes annuels doivent comprendre les dépréciations appropriées, notamment au regard des actifs, et parmi eux les actifs incorporels (fonds de commerce).

Sur la base actuelle des valeurs de marché d'une part, et l'acquisition récente d'un fonds de commerce d'autre part sur Tours Nord, la Direction de la société estime qu'il n'y a lieu d'effectuer aucune dépréciation d'actifs incorporels.

Evènements significatifs durant l'exercice

La société a fait l'objet durant l'exercice d'un avis de vérification de comptabilité et s'est vu redressé, sur la base de l'évolution en 2018 du contrat avec Blue Sark (essentiellement relatif à la notion de commissionnaire-revendeur, bien que non propriétaire du stock), la taxe sur les surfaces commerciales et la CVAE. L'impact a été comptabilisé en charges exceptionnelles à hauteur de 33 K€.

La société a acquis durant l'exercice un fonds de commerce pour un établissement situé au Nord de l'agglomération tourangelle. Les frais d'acquisition et le droit d'entrée versée à Blue Sark ont été comptabilisés en charges d'exploitation à hauteur de 34 K€.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Suite à une évolution du contrat avec Blue Sark en 2018, la société, bien que commissionnaire et non propriétaire du stock, est réputée comptabiliser les achats et ventes d'articles, et non plus seulement sous la forme d'une commission. Une modification du mode de comptabilisation des achats et ventes sera effectué au sein des comptes annuels 2019-2020.

Engagements hors bilans

Ils sont signalés dans les pages suivantes ou sont considérés comme non significatifs.

Indemnité de fin de carrière

Compte tenu de la structure actuelle de nos effectifs, de l'ancienneté et de l'âge moyen du personnel, et en application de la convention collective de l'habillement et des articles de textiles, les indemnités de fin de carrière sont considérées comme non significatives. La société n'a pas souscrit de contrat d'assurance à cet effet.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Circonstances empêchant une comparaison des exercices

Compte tenu de l'acquisition du fonds de commerce au nord de Tours, le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation d'une part, ainsi que les éléments bilanciels (actifs/passifs) sont difficilement comparables entre 2018 et 2019.

Intégration fiscale

La société BC CHAMBRAY fait partie depuis plusieurs années d'un groupe fiscalement intégré dont la société redevable de l'IS est la société BC HOLDING.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/06/2019
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	119		289 175			289 294
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	119		289 175			289 294
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement	724 484		398 508			1 122 992
	Instal technique, matériel outillage industriels	21 964		31 206		3 325	49 845
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	171 880		174 649			346 529
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		918 327		604 363		3 325	1 519 365
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	106 250		96 215			202 465
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	106 250		96 215			202 465
TOTAL		1 024 696		989 753		3 325	2 011 125

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/06/2019
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	119			119
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	119			119
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	346 781	86 384		433 165
	Instal technique, matériel outillage industriels	20 423	3 232	65	23 591
	Autres Instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier Emballages récupérables et divers	100 931	28 425		129 356
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	468 135	118 041	65	586 111
TOTAL		468 254	118 041	65	586 230

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/06/2019
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL					
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles					
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		30/06/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	202 465		202 465
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	200	200	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	32 881	32 881	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés	25 518	25 518	
	Débiteurs divers	95	95	
	Charges constatées d'avances	36 980	36 980	
	TOTAL DES CREANCES	298 139	95 673	202 465
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		30/06/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine	924	924		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	916 035	220 058	524 677	171 299
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	203 585	203 585		
	Personnel et comptes rattachés	40 447	40 447		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	32 458	32 458		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	27 303	27 303		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	51 072	51 072		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	169 022	169 022		
	Groupe et associés	152 233	152 233		
	Autres dettes				
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	1 593 078	897 102	524 677	171 299
	Emprunts souscrits en cours d'exercice	750 000			
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	138 946			
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

ANNEXE - Elément 6.05

Fonds Commercial

Etat exprimé en euros

30/06/2019

Observations

Achetés avec protection juridique
Eléments acquis du fonds de commerce
Fonds commerciaux réévalués
Fonds commerciaux reçus en apport

289 175

Fonds de commerce de Tours Nord

TOTAL**289 175**

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

30/06/2019

Total des Produits à recevoir		298
Autres créances clients		200
<i>Clts-Factures à établir</i>	200	
Autres créances		98
<i>Avoirs non parvenus</i>	95	
<i>Intérêts à percevoir</i>	3	

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

30/06/2019

Total des Charges à payer		150 561
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 770
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	<i>846</i>	
<i>Agios et frais à payer</i>	<i>924</i>	
Emprunts et dettes financières divers		1 735
<i>Bch - int cct</i>	<i>1 735</i>	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		18 959
<i>Fournisseurs, fnp</i>	<i>18 959</i>	
Dettes fiscales et sociales		97 600
<i>Dettes provisionnées sur C.P.</i>	<i>37 354</i>	
<i>Charges sociales sur C.P.</i>	<i>9 498</i>	
<i>Charges fiscales sur C.P.</i>	<i>501</i>	
<i>Etat, impôts et taxes à payer</i>	<i>46 244</i>	
<i>Provision formation continue</i>	<i>4 002</i>	
Dettes fournisseurs d'immobilisation		30 497
<i>Fact.non parv. - Frss d'immos</i>	<i>30 497</i>	

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	30/06/2019
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	30/06/2019
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			36 980
Charges diverses d'exploitation		2 275	
Loyers et charges locatives		34 705	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			36 980

Capital social

Etat exprimé en euros		30/06/2019	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		2 000,00	10,0000	20 000,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		2 000,00	10,0000	20 000,00

Effectif moyen

		30/06/2019	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		1	
	Professions intermédiaires			
	Employés		19	
	Ouvriers			
	TOTAL		20	

Annexe libre

Etat exprimé en euros

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Au profit de la Caisse d'Epargne

Caution simple de BPI France à hauteur de 50 % du capital restant dû : soit 96 696.20 €

Caution solidaire et limitée de BC Holding à hauteur de 30 % du capital restant dû : soit 58 017.72 €

Nantissement de premier rang sur le fonds de commerce de Chambray les Tours

Au profit du Crédit Agricole

Caution solidaire et limitée de BC Holding à hauteur de 350 000 € sur l'emprunt acquisition du fonds de commerce

Caution solidaire et limitée de BC Holding à hauteur de 400 000 € sur l'emprunt travaux

Nantissement de premier rang sur le fonds de commerce de Tours Nord

Engagements de crédit-bail

Voir ci-après

Crédit-Bail

Etat exprimé en euros		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	30/06/2019
VALEUR D'ORIGINE						
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans					
	à plus de 5 ans					
	TOTAL					
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans					
	à plus de 5 ans					
	TOTAL					
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE						

NEANT

Crowe

Becouze
Membre indépendant
de Crowe Global

S.A.S.U. BC CHAMBRAY

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2019

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**



Certifié conforme

1 rue de Buffon - CS 10629 - 49106 ANGERS CEDEX 02 - Tél. +33 (0)2 41 31 13 30 | 34 rue de Liège - 75008 PARIS - Tél. +33 (0)1 42 73 73 50 | www.crowe-becouze.fr
Becouze - S.A.S. au capital de 309 700 € - RCS Angers B 323 470 427 000 51 - TVA intracommunautaire FR 13 323 470 427
Société inscrite aux tableaux de l'Ordre des Experts-Comptables des Pays de Loire & Paris Ile-de-France - Société inscrite sur la liste des Commissaires aux Comptes

Audit | Expertise comptable | Conseil

S.A.S.U. BC CHAMBRAY
Adresse : Lieu-dit Les Hévais - SAINT-MARTIN-D'ARCE
49150 BAUGE-EN-ANJOU

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 30 juin 2019

A l'attention de l'associée unique de la société BC CHAMBRAY,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associée unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BC CHAMBRAY relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} juillet 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits à apprécier la valeur des fonds de commerce figurant à l'actif de votre bilan. Nous n'avons pas de remarque à formuler sur l'information présentée.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associée unique.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

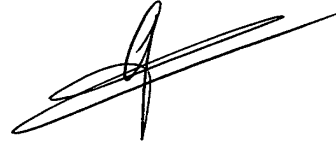
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels.
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ANGERS, le 20 décembre 2019

Le Commissaire aux Comptes
BECOUZE



S. GARNIER
Associée

Ce rapport comprend 24 pages.

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		30/06/2019			30/06/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	119	119		
	Fonds commercial (1)	289 175		289 175	
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions	1 122 992	433 165	689 827	377 703
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	49 845	23 591	26 254	1 541
	Autres immobilisations corporelles	346 529	129 356	217 173	70 949
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières	202 465		202 465	106 250
	TOTAL (II)	2 011 125	586 230	1 424 894	556 443
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	200		200	
	Autres créances	58 493		58 493	14 039
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	224 852		224 852	197 604
	Charges constatées d'avance	36 980		36 980	1 704
	TOTAL (III)	320 525		320 525	213 346
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		2 331 650	586 230	1 745 420	769 789

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

30/06/2019

30/06/2018

Capitaux Propres	Capital social ou individuel	20 000	20 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	2 000	2 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	99 706	99 706
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	30 636	59 382
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	152 342	181 088
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	916 959	305 728
	Emprunts et dettes financières divers	152 233	133 947
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	203 585	79 779
	Dettes fiscales et sociales	151 279	69 248
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	169 022	
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	1 593 078	588 701
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 745 420	769 789
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	30 635,54	59 381,84
	(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	897 102	395 309
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	924	684

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

30/06/2019

30/06/2018

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	1 279 399		1 279 399	861 446
	Montant net du chiffre d'affaires	1 279 399		1 279 399	861 446
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			17 606	12 736
	Autres produits			2 238	885
Total des produits d'exploitation (1)				1 299 243	875 067
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			509 173	324 594
	Impôts, taxes et versements assimilés			45 397	13 780
	Salaires et traitements			433 391	275 974
	Charges sociales du personnel			104 415	70 118
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			118 041	99 463
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
- sur actif circulant					
Dotations aux provisions					
Autres charges			2 398	3 671	
Total des charges d'exploitation (2)				1 212 815	787 602
RESULTAT D'EXPLOITATION				86 428	87 465

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

30/06/2019

30/06/2018

RESULTAT D'EXPLOITATION		86 428	87 465
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	824	324
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		824	324
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	16 072	17 452
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		16 072	17 452
RESULTAT FINANCIER		(15 249)	(17 128)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		71 179	70 337
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	32 590	
	Sur opérations en capital	3 260	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	35 850	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(35 850)	
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES		4 693	10 955
TOTAL DES PRODUITS		1 300 066	875 390
TOTAL DES CHARGES		1 269 431	816 009
RESULTAT DE L'EXERCICE		30 636	59 382

- (1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
 (2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
 (3) dont produits concernant les entreprises liées
 (4) dont intérêts concernant les entreprises liées



MM

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes **annuels** de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 745 420 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 300 066 euros** et un total **charges** de **1 269 431 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **30 636 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/07/2018** et finit le **30/06/2019**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

La société n'est pas propriétaire de ses stocks, aussi aucun stock n'a été constaté dans les comptes annuels.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Crédit d'impôt compétitivité emploi - CICE

Notre société est bénéficiaire du dispositif CICE qui a été institué par la Loi de Finances rectificative du 29 décembre 2012 à compter du 1er janvier 2013. Le CICE porte sur l'ensemble des rémunérations versées aux salariés au cours de l'année civile qui n'excèdent pas 2.5 fois le SMIC calculé sur la base de la durée légale de travail, augmentée le cas échéant des heures complémentaires ou supplémentaires de travail.

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi est comptabilisé au rythme de l'engagement. Il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels comme pour les comptes intermédiaires. Ledit crédit ne constitue pas un produit imposable à l'Impôt sur les Sociétés et à la CVAE.

Le taux du crédit d'impôt est fixé à 6% à compter du 1er janvier 2018. Le crédit d'impôt au titre de l'année civile 2018 s'élève à 15 284 euros. Ce crédit est affecté au financement du besoin en fonds de roulement et au renouvellement des investissements à engager sur le prochain exercice social.

La prise en compte du CICE impacte les états financiers par la matérialisation de l'élément suivant :
Crédit d'impôt comptabilisé pour un montant de 8 786 euros.

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du comptes "charges sociales du personnel - CICE".

Le CICE a pris fin le 31 décembre 2018.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Fonds de commerce et droit au bail

Les règles et méthodes comptables prévoient que les comptes annuels doivent comprendre les dépréciations appropriées, notamment au regard des actifs, et parmi eux les actifs incorporels (fonds de commerce).

Sur la base actuelle des valeurs de marché d'une part, et l'acquisition récente d'un fonds de commerce d'autre part sur Tours Nord, la Direction de la société estime qu'il n'y a lieu d'effectuer aucune dépréciation d'actifs incorporels.

Evènements significatifs durant l'exercice

La société a fait l'objet durant l'exercice d'un avis de vérification de comptabilité et s'est vu redressé, sur la base de l'évolution en 2018 du contrat avec Blue Sark (essentiellement relatif à la notion de commissionnaire-revendeur, bien que non propriétaire du stock), la taxe sur les surfaces commerciales et la CVAE. L'impact a été comptabilisé en charges exceptionnelles à hauteur de 33 K€.

La société a acquis durant l'exercice un fonds de commerce pour un établissement situé au Nord de l'agglomération tourangelle. Les frais d'acquisition et le droit d'entrée versée à Blue Sark ont été comptabilisés en charges d'exploitation à hauteur de 34 K€.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Suite à une évolution du contrat avec Blue Sark en 2018, la société, bien que commissionnaire et non propriétaire du stock, est réputée comptabiliser les achats et ventes d'articles, et non plus seulement sous la forme d'une commission. Une modification du mode de comptabilisation des achats et ventes sera effectué au sein des comptes annuels 2019-2020.

Engagements hors bilans

Ils sont signalés dans les pages suivantes ou sont considérés comme non significatifs.

Indemnité de fin de carrière

Compte tenu de la structure actuelle de nos effectifs, de l'ancienneté et de l'âge moyen du personnel, et en application de la convention collective de l'habillement et des articles de textiles, les indemnités de fin de carrière sont considérées comme non significatives. La société n'a pas souscrit de contrat d'assurance à cet effet.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Circonstances empêchant une comparaison des exercices

Compte tenu de l'acquisition du fonds de commerce au nord de Tours, le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation d'une part, ainsi que les éléments bilanciels (actifs/passifs) sont difficilement comparables entre 2018 et 2019.

Intégration fiscale

La société BC CHAMBRAY fait partie depuis plusieurs années d'un groupe fiscalement intégré dont la société redevable de l'IS est la société BC HOLDING.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/06/2019
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt.p.à.p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	119		289 175			289 294
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	119		289 175			289 294

CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	724 484		398 508			1 122 992
	Instal technique, matériel outillage industriels	21 964		31 206		3 325	49 845
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	171 880		174 649			346 529
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
CORPORELLES	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	918 327		604 363		3 325	1 519 365

FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	106 250		96 215			202 465
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	106 250		96 215			202 465

TOTAL		1 024 696		989 753		3 325	2 011 125
--------------	--	------------------	--	----------------	--	--------------	------------------

Amortissements

Etat exprimé en euros

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/06/2019
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres	119			119
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	119			119
CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
sur sol d'autrui				
instal. agencement aménagement	346 781	86 384		433 165
Instal technique, matériel outillage industriels	20 423	3 232	65	23 591
Autres Instal., agencement, aménagement divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, mobilier	100 931	28 425		129 356
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	468 135	118 041	65	586 111
TOTAL	468 254	118 041	65	586 230

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/06/2019
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL					
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles					
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		30/06/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	202 465		202 465
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	200	200	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	32 881	32 881	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés	25 518	25 518	
	Débiteurs divers	95	95	
	Charges constatées d'avances	36 980	36 980	
TOTAL DES CREANCES		298 139	95 673	202 465
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		30/06/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine	924	924		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	916 035	220 058	524 677	171 299
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	203 585	203 585		
	Personnel et comptes rattachés	40 447	40 447		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	32 458	32 458		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	27 303	27 303		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	51 072	51 072		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	169 022	169 022		
	Groupe et associés	152 233	152 233		
	Autres dettes				
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		1 593 078	897 102	524 677	171 299
Emprunts souscrits en cours d'exercice		750 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		138 946			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Fonds Commercial

Etat exprimé en euros

30/06/2019

Observations

Achetés avec protection juridique Eléments acquis du fonds de commerce Fonds commerciaux réévalués Fonds commerciaux reçus en apport	289 175	Fonds de commerce de Tours Nord
TOTAL	289 175	

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

30/06/2019

Total des Produits à recevoir		298
Autres créances clients		200
<i>Clts-Factures à établir</i>	200	
Autres créances		98
<i>Avoirs non parvenus</i>	95	
<i>Intérêts à percevoir</i>	3	

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

30/06/2019

Total des Charges à payer		150 561
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 770
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	846	
<i>Agios et frais à payer</i>	924	
Emprunts et dettes financières divers		1 735
<i>Bch - int cct</i>	1 735	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		18 959
<i>Fournisseurs, frap</i>	18 959	
Dettes fiscales et sociales		97 600
<i>Dettes provisionnées sur C.P.</i>	37 354	
<i>Charges sociales sur C.P.</i>	9 498	
<i>Charges fiscales sur C.P.</i>	501	
<i>Etat, impôts et taxes à payer</i>	46 244	
<i>Provision formation continue</i>	4 002	
Dettes fournisseurs d'immobilisation		30 497
<i>Fact.non parv. - Frss d'immos</i>	30 497	

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	30/06/2019
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION				
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL				

ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	30/06/2019
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			36 980
Charges diverses d'exploitation		2 275	
Loyers et charges locatives		34 705	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			36 980

Capital social

Etat exprimé en euros		30/06/2019	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		2 000,00	10,0000	20 000,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		2 000,00	10,0000	20 000,00

Effectif moyen

		30/06/2019	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		1	
	Professions intermédiaires			
	Employés		19	
	Ouvriers			
	TOTAL		20	

Annexe libre

Etat exprimé en euros

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Au profit de la Caisse d'Epargne

Caution simple de BPI France à hauteur de 50 % du capital restant dû : soit 96 696.20 €

Caution solidaire et limitée de BC Holding à hauteur de 30 % du capital restant dû : soit 58 017.72 €

Nantissement de premier rang sur le fonds de commerce de Chambray les Tours

Au profit du Crédit Agricole

Caution solidaire et limitée de BC Holding à hauteur de 350 000 € sur l'emprunt acquisition du fonds de commerce

Caution solidaire et limitée de BC Holding à hauteur de 400 000 € sur l'emprunt travaux

Nantissement de premier rang sur le fonds de commerce de Tours Nord

Engagements de crédit-bail

Voir ci-après

Crédit-Bail

Etat exprimé en euros		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	30/06/2019
VALEUR D'ORIGINE						
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans					
	à plus de 5 ans					
	TOTAL					
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans					
	à plus de 5 ans					
	TOTAL					
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE						